المملكة المغربية +«XNAX+ I NEYOXO ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلميي المحلسي الأعلى المحالية والتكوين والبحث العلمي المحالية المحالية

الهيئة الوطنية لتقييم منظومة التربية والتكوين والبحث العلمي Instance Nationale d'Evaluation du Système d'Education, de Formation et de Recherche Scientifique

Note introductive Rahma Bourqia Directrice Instance Nationale d'Evaluation



COLLOQUE INTERNATIONAL

L'EVALUATION EN EDUCATION ET EN FORMATION

APPROCHES, ENJEUX ET DÉFIS



Monsieur le Président du Conseil, Madame et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les participants et intervenants au colloque, les représentants des organismes internationaux partenaires et des institutions nationales, honorables invités.

C'est avec un grand plaisir que nous accueillons les participantes et participants à ce Colloque international sur « *L'Evaluation en Education et en Formation : Approches, enjeux et défis »*. Je tiens à vous remercier d'avoir répondu à notre invitation.

L'Instance Nationale d'Evaluation auprès du CSEFRS organise ce colloque à un moment déterminant dans l'histoire de notre système éducatif. En effet, le Conseil SEFRS, après une évaluation approfondie des 13 dernières années de mise en œuvre de la Charte Nationale d'Education de Formation, adoptée en 2000, vient de publier sa Vision Stratégique 2015-2030 qui trace les grandes orientations, et recommande les principaux leviers pour une réforme profonde du système marocain d'éducation, de formation, et de recherche scientifique pour les 15 prochaines années.

Parmi les recommandations de cette Vision, figure la mise en place des dispositifs d'évaluation pour accompagner la mise en œuvre d'une réforme, à même de mettre notre système éducatif sur la voie de l'équité, de l'égalité des chances, de la qualité, de l'émancipation de l'individu et du développement du pays, tout en se dotant de la maîtrise nécessaire de la conduite du changement.

L'Instance Nationale d'Evaluation, conformément aux missions que lui confère la loi organisant le Conseil, et qui lui attribue l'évaluation du système d'éducation, de formation et de recherche scientifique, est engagée dans la prise en charge des recommandations du Conseil.

Pour contribuer à ce grand chantier de réforme de l'éducation, l'INE consolide ainsi son dispositif d'évaluation, en capitalisant sur ses propres acquis et sur les structures d'évaluations qui existent déjà dans le paysage national, et en mettant en place les instruments nécessaires à une évaluation externe et indépendante.

Cet engagement, au profit d'une évaluation externe, crédible et indépendante, implique que notre institution s'ouvre sur les différents systèmes nationaux et internationaux d'évaluation, dont beaucoup sont représentés par les participants et participantes à ce colloque.

L'organisation de ce colloque affiche, de notre part, une volonté d'échanger avec nos collègues sur les différentes méthodes d'évaluation et d'accréditation dans un esprit de partage des bonnes pratiques et d'identification des démarches innovantes de l'évaluation. Le rassemblement dans ce colloque, des chercheurs éminents, praticiens expérimentés, représentants de plusieurs institutions d'évaluation et provenant de



différents pays et du Maroc, nous offre l'opportunité, pendant ces deux jours, d'un échange, qui s'annonce riche et intéressant, autour des approches, des enjeux et des défis de l'évaluation.

Ce colloque requiert pour nous au Maroc une importance capitale pour plusieurs raisons:

Premièrement, derrière l'évaluation, il y a une accumulation de savoirs, de théories ainsi qu'une communauté de chercheurs en évaluation. Nous savons que l'histoire et l'évolution de la pratique de l'évaluation ont été encadrées par toute une réflexion qui les a faites évoluer dans une démarche qui maintient le dialogue entre terrain et théorie. Ceci implique que le projet d'évaluation de l'éducation au Maroc, doit non seulement s'inscrire dans l'universalité du savoir international, mais également d'y contribuer, et autant que faire se peut, apporter les éléments de réflexion tirés du contexte de son système éducatif.

Ce colloque nous offre par conséquent l'occasion d'engager des échanges entre participants pour éclairer ce dialogue entre terrain et théories.

La deuxième raison réside dans le fait que l'évaluation constitue un l'objet de multiples demandes, parce que l'école et l'université font face à des défis interpellant les systèmes éducatifs. Le système éducatif marocain est amené à se plier aux exigences de l'imputabilité, de la reddition des comptes, préconisées par la Constitution marocaine de 2011, de la transparence et de la performance requises par "le management public" qui s'impose de plus en plus dans le domaine de l'éducation.

Cette demande, exigeant la performance des institutions éducatives, provient de la société, des parents d'élèves, des médias, des organismes internationaux, et du monde économique... Toutes ces parties prenantes exercent une pression sur l'école et sur l'université pour améliorer la qualité des apprentissages, des formations, et de la performance de l'école et de l'université : imposant et instaurant ainsi l'évaluation et l'accréditation comme des mécanismes incontournables de régulation.

L'ancrage d'un système d'évaluation raisonnée et réfléchie dans notre système scolaire et universitaire, doit s'inscrire dans l'internationalisation de l'éducation et de ses standards, et viser l'amélioration de la performance de notre système d'éducation et de formation. Ce colloque nous offrira certainement l'occasion de nous informer et de nous inspirer de l'expérience des pays qui ont pu incruster l'évaluation dans les systèmes éducatifs avec des effets positifs sur le rendement de l'éducation.

La troisièmement raison, qui rend ce colloque important pour le contexte marocain, réside dans le fait que le Maroc a opté, constitutionnellement, pour une régionalisation



avancée qui va certainement consolider l'autonomie des Académies et des Universités. Ceci va entrainer un changement dans le mode de pilotage de l'éducation. Ce changement fait que l'Administration Centrale doit s'accommoder, non seulement avec la pression qu'exerce la globalisation sur l'éducation, mais également avec la nouvelle autonomisation/décentralisation dans le cadre de la régionalisation avancée.

Dans ce contexte, l'auto-évaluation (ou l'évaluation interne), adoptée et réalisée à des niveaux intermédiaires des systèmes scolaire et universitaire : aux niveaux des écoles et des établissements, contribue à une appropriation, par les territoires et par leurs acteurs, de la pratique et de la culture d'évaluation. C'est dans ce sens que le couple évaluation interne et évaluation externe indépendante, ainsi que les accréditations, doivent fonctionner alternativement comme de nouveaux modes de régulation et de guidage, entraînant ainsi de nouveaux mécanismes de guidage et de pilotage de l'éducation. Ceci nous interpelle pour se préparer à une nouvelle distribution de responsabilités entre le national, régional et local dans le pilotage de l'éducation.

La quatrième raison de l'importance de ce colloque se rapporte au fait que l'évaluation n'a d'intérêt que si elle mène les politiques publiques à prendre des mesures concrètes et à agir pour mettre l'école et l'université sur la voie de la qualité. Le sursaut d'une Nation suite à des évaluations est connu dans les cas des pays comme les Etats-Unis et l'Allemagne. La publication aux Etats Unis, en 1983, du rapport sur l'éducation "Nation at Risk" (Une Nation face au risque) fut suivie de grandes réformes du système éducatif. En Allemagne, les résultats de l'évaluation des enquêtes PISA en l'an 2000, révélant une faiblesse relative des acquis des élèves allemands, a provoqué ce qui est connu sous l'expression "le chock de PISA" (the PISA chock).

En se référant à ces cas, l'évaluation doit contribuer à créer un sursaut national et amener un pays à repenser son école et son avenir. Depuis 1999, le Maroc a adhéré aux enquêtes internationales d'IEA, (the International Association for the Evaluation of Educational Achievement), les enquêtes TIMSS et PIRLS sur l'évaluation des acquis des élèves, et a accumulé des données sur les résultats des vagues successives de ces enquêtes. Si les résultats ont permis une comparabilité internationale, ils n'ont pas toujours créé un débat public après leur publication.

En effet, si les résultats de l'évaluation n'entraînent pas un débat qui pousse les politiques publiques à améliorer la situation de l'éducation, les évaluations des enquêtes internationales TIMMS, PIRLS et PISA de l'OCDE, deviennent des machines à produire des données et un classement de pays. Ce classement, qui suscite l'intérêt médiatique, réconforte les pays "premiers de la classe" et renvoie aux moins performants l'image de crise de leurs systèmes éducatifs.



A un moment où nous aspirons à une refondation de notre école, les évaluations des enquêtes internationales doivent susciter une réflexion et un débat parmi les acteurs, et insuffler une dynamique dans les politiques publiques pour améliorer les acquis des élèves. Dans un pays comme le nôtre, la raison d'être légitime de l'adhésion à l'évaluation des acquis des élèves est de contribuer à améliorer les apprentissages et de rehausser le niveau de notre éducation.

Nous savons que ces enquêtes internationales ont évolué à travers le temps et se sont étendues à plusieurs domaines de l'éducation. On pourrait citer le programme PIAC (Programme for International Assessment of Adults Competencies), destiné à évaluer le niveau d'alphabétisation des adultes, ou encore le programme TALIS (Teaching and Learning International Survey) de l'OCDE pour évaluer la performance des enseignants en relation avec les apprentissages, et d'autres... Cette évolution doit amener les pays émergents à intervenir, en amont, c'est-à-dire à contribuer dès la conception et l'élaboration des instruments et des standards, et en aval, à s'impliquer dans l'analyse des résultats. Ce qui permettrait une appropriation de l'évaluation.

Il est évident que cette appropriation du système d'évaluation, fait progressivement son chemin dans les pays émergents et se renforce avec la mise en place des dispositifs d'enquêtes nationales dans plusieurs pays. C'est dans ce sens que l'Instance Nationale d'Evaluation a mis en place un programme national de l'évaluation des acquis des élèves (dit PNEA), à réaliser tous les quatre ans, dont le modèle méthodologique sera présenté lors de ce colloque.

En soulignant l'importance de ce colloque, nous sommes conscients qu'une réforme profonde de notre éducation, ici au Maroc, qui met en œuvre la Vision Stratégique du Conseil pour les 15 années à venir, se doit de mobiliser tous les dispositifs nationaux et internationaux d'évaluation dont nous disposons pour les mettre au service de ce grand chantier de réforme.

Tout en insistant sur le rôle que doit jouer l'évaluation comme mécanisme de régulation, on ne doit pas oublier que la crise de l'éducation est tributaire, non seulement d'un fonctionnement interne au système d'éducation et de formation, mais également des facteurs externes qui doivent être pris en compte dans notre réflexion sur l'évaluation. Dans ce déficit de l'éducation, interviennent la culture des acteurs, les politiques éducatives et leur histoire, le système de gouvernance, les conflits autour des valeurs, les contextes socio-économiques des écoles et des universités, ainsi que le degré de mobilisation autour d'un projet éducatif qui nous projette dans l'avenir. C'est pour cette raison que toute évaluation de l'éducation ne doit pas être réduite à une lecture faite à partir d'une comparabilité internationale uniquement, mais également à partir des études évaluatives des contextes de l'éducation, menées avec des approches



multidisciplinaires, qui expliquent les résultats des enquêtes internationales.

Portée par des organismes de la communauté internationale, la comparabilité des enquêtes internationales sur les acquis des élèves, bien que crédible et légitime, suscite des discussions et des débats. L'arrière fond philosophique, sur lequel se basent ces enquêtes, est l'universalité des normes de qualité qui doivent régir les systèmes éducatifs dans ce «grand laboratoire mondial de l'éducation ». Mais cette conception de l'universalité de la qualité provoque parfois des débats de la part de tous ceux qui mettent l'accent sur les contextes de l'éducation comme facteurs explicatifs de la situation de l'éducation.

Dans notre démarche de l'évaluation, il ne s'agit pas de se ranger du côté de la tendance qui se focalise sur l'internationalisation et la standardisation de l'évaluation en éducation, ou du côté de son opposé, qui se concentre sur les particularités des contextes, mais de mettre les deux tendances au service de la réforme continue de l'éducation et la formation. C'est ainsi que l'évaluation doit être constamment soumise à une approche vigilante, réflexive et constructive pour lui éviter d'être réduite à une pratique sommative qui donne un certain pouvoir aux agents d'évaluation. Etant une pratique normative, stratégique et politique, interpellant l'action, l'évaluation est *formative et formatrice* qui vise à faire d'une éducation moyennement performante, une éducation qui performe plus et mieux.

Nous sommes conscients que l'évaluation fait partie, aujourd'hui, de la modernisation du management public (public management), qui transfère la culture de l'assurance qualité de l'entreprise à d'autres milieux et terrains. Mais l'effet de ce transfert doit être retravaillé et repensé dans le domaine de l'éducation : une éducation, dont la finalité ultime, est la production de la richesse humaine, la construction de têtes bien faites, la formation des individus qui ont acquis des compétences et munis de valeurs pour vivre dans une société inclusive équilibrée et développée, et pour qu'ils soient citoyens de leur pays et du monde.

L'évaluation n'a donc d'intérêt que si elle fonctionne comme un catalyseur qui incite le système éducatif à innover, à améliorer de manière continue et constante les apprentissages, la gestion de l'école et le bon fonctionnement de l'université.

Ce *Colloque international sur "L'Evaluation en Education et en Formation : Approches, enjeux et défis* nous permettra certainement d'échanger sur toutes ces questions, entre chercheurs, praticiens de l'éducation, représentants des organismes internationaux et parties prenantes du système éducatif.

Ce colloque nous offre également une opportunité d'échange avec nos collègues issus de traditions évaluatives différentes, et de débattre des enjeux de l'évaluation et de l'accréditation ainsi que leurs rôles respectifs dans l'accompagnement des réformes.



Le colloque est organisé en Six séances :

Le premier jour :

- 1. La première séance de cette matinée, qui commencera sous peu, porte sur *les cadres théoriques et démarches de l'évaluation*,
- 2. La deuxième séance, qui se tiendra cet après-midi, porte sur *les évaluations internationales*
- 3. La troisième séance de cet après-midi discutera de *l'Assurance qualité et de l'accréditation* ;

Le second jour :

- 4. La quatrième séance, lors de la matinée du vendredi a pour titre **Normes et instruments d'évaluations**
- 5. La cinquième séance de la matinée du vendredi portera sur *l'évaluation de l'enseignement supérieur*
- 6. La sixième et dernière séance, a pour titre *l'évaluation et les politiques publiques* avec une intervention introductive qui sera suivi *d'une table ronde sur l'évaluation au Maroc.*

Je tiens à remercier tous les participants et participantes qui ont répondu à notre invitation et ont fait le déplacement pour partager avec nous leurs expériences, leurs réflexions et leurs pratiques en matière d'évaluation. Je remercie vivement, les représentants des institutions nationales et les partenaires nationaux et internationaux pour leur contribution à ce colloque et tous les acteurs de la communauté de l'éducation qui vont en suivre les travaux.

Je souhaite aux participantes et participants, nationaux et internationaux, la bienvenue et un agréable séjour à Rabat, et un plein succès à notre colloque.

Merci pour votre attention